Investir dans des contextes fragiles : Quel Global Gateway pour la région des Grands Lacs ?

Policy Brief



EurAc

Réseau Europe-Afrique centrale

EurAc
Réseau Europe-Afrique centrale

À propos d'EurAc

Le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc), créé en 2003, regroupe 29 organisations non-gouvernementales actives en Afrique centrale, avec un focus particulier sur la région des Grands Lacs. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union européenne (UE) et de ses Etats membres afin d'aider la région à construire un avenir meilleur.

En tant que réseau collaborant avec des acteurs de la société civile européens et africains, EurAc offre une plateforme commune d'échange entre les organisations de la société civile (OSC) et les institutions de l'UE, créant ainsi une approche coordonnée et globale pour répondre aux défis de la région, ainsi que des solutions adaptées aux besoins et aux réalités sur le terrain.

Résumé exécutif

Lancée fin 2021, l'initiative Global Gateway s'est imposée en quelques années comme un élément central de l'action extérieure de l'Union européenne (UE), une évolution qui est appelé à s'accélérer dans le cadre des négociations du prochain cadre financier pluriannuel (2028-2034). Cette tendance soulève néanmoins une question centrale: **comment garantir que les investissements stratégiques de l'UE contribuent effectivement aux objectifs de développement durable, à la paix et à l'amélioration des conditions de vie des populations, en particulier dans des contextes fragiles comme la région des Grands Lacs ?**

En raison de ses ressources en minerais critiques, la région est devenue un espace stratégique pour le Global Gateway, comme en témoignent le corridor de Lobito, le Couloir vert Kivu-Kinshasa ou les protocoles d'accord signés par l'UE avec la République démocratique du Congo (RDC) puis avec le Rwanda. Néanmoins, dans ces pays, les projets associés au Global Gateway s'inscrivent dans des environnements marqués par des conflits persistants, des fragilités institutionnelles, des déficits de gouvernance et un espace civique restreint. Dans ces conditions, les investissements dans les infrastructures, les transports et les ressources naturelles ne peuvent être évalués uniquement à l'aune de leur portée économique ou de leur contribution aux intérêts stratégiques européens. Leur pertinence dépend également de leur capacité à répondre aux priorités locales, à limiter les risques de conflit et à produire des bénéfices concrets et durables pour les populations.

L'analyse menée par EurAc auprès de 28 partenaires de la région met en évidence un décalage entre les ambitions affichées du Global Gateway et sa compréhension et son appropriation au niveau local. Si l'initiative suscite des grandes attentes au regard des opportunités qu'elle pourrait offrir, la connaissance de ses objectifs, de ses projets et de ses modalités de mise en œuvre demeure limitée. Ainsi, 23 répondants sur 28 ont déjà entendu parler du Global Gateway, mais seuls 6 estiment bien le connaître. Il existe un paradoxe entre une communication européenne abondante sur le sujet et une information qui peine à atteindre les organisations sur le terrain. Dans le même temps, les OSC et les communautés concernées sont trop peu consultées : 20 répondants n'ont jamais été consultés dans le cadre d'un projet Global Gateway. Cette situation entretient la confusion sur les rôles respectifs de l'UE, de ses États membres et des différents acteurs impliqués, et renforce l'image du Global Gateway comme un instrument au service des intérêts stratégiques européens plutôt que comme un véritable partenariat.

Les attentes exprimées par les partenaires dépassent les seules retombées économiques des investissements. Si la création d'emplois, le développement des activités économiques locales, l'accès aux infrastructures et le renforcement des chaînes de valeur constituent des priorités, les partenaires soulignent également l'importance d'inscrire les objectifs de paix, de sécurité, de bonne gouvernance, de respect des droits humains et de participation citoyenne au cœur des projets Global Gateway. Ces attentes varient néanmoins selon les contextes locaux, soulignant la nécessité d'une approche adaptée aux réalités et aux spécificités de chaque territoire. Nos partenaires expriment également la crainte de voir ces investissements reproduire les déséquilibres existants, notamment s'ils privilégient l'extraction et l'exportation des ressources au détriment des besoins des populations et des économies locales. Le projet corridor de Lobito est particulièrement illustratif de ces tensions. Au-delà des objectifs de connectivité régionale et d'approvisionnement en matières premières, les communautés attendent des retombées tangibles, telles que de meilleures possibilités de transport, un accès facilité aux marchés et des emplois locaux.

Le déploiement du Global Gateway se heurte à des réalités régionales que l'UE ne peut ignorer. Dans l'Est de la RDC, des projets phares comme le Couloir vert Kivu-Kinshasa ou le projet hydroélectrique Ruzizi III se situent dans des zones touchées par le conflit et les tensions régionales, alors que la sensibilité aux conflits reste pour l'instant faiblement intégrée à l'initiative. L'incertitude politique, liée au débat sur une révision constitutionnelle en RDC et à l'approche de l'élection présidentielle de 2027 au Burundi, fragilise la continuité des engagements. La corruption et la faiblesse des mécanismes de contrôle exposent les investissements aux détournements de fonds. Enfin, la répression de la société civile, en particulier au Burundi et au Rwanda, prive les projets de mécanismes essentiels de redevabilité et d'alerte. Ces risques ne pèsent pas seulement sur la réussite des projets. En effet, sans garde-fous, un investissement présenté comme un levier de développement peut renforcer des rapports de pouvoir inégalitaires, alimenter les tensions et affaiblir l'image de l'UE comme partenaire fiable.

L'approche dite « 360° » du Global Gateway pourrait permettre de mieux prendre en compte ces interdépendances et d'y répondre, mais à condition d'être traduite en critères opérationnels, en indicateurs vérifiables et en mécanismes de suivi adaptés aux contextes locaux. Elle ne devrait pas rester un principe général, mais guider concrètement l'identification des projets, l'évaluation de leurs effets et les décisions de réorientation lorsque des risques ou des impacts négatifs sont constatés.

Pour le réseau EurAc, renforcer la pertinence du Global Gateway dans la région des Grands Lacs suppose d'agir autour de quatre piliers complémentaires :

1) **Intégrer systématiquement les enjeux de paix, de gouvernance et de droits humains au cœur des projets Global Gateway.** Les analyses de risques doivent tenir compte des dynamiques de conflit, de la corruption et des effets possibles sur les populations. Des garanties et des mécanismes de suivi doivent permettre de prévenir les dommages et, si nécessaire, de réorienter ou de suspendre les projets.

2) **Ancrer les investissements dans les priorités et les économies locales.** Les communautés concernées et les OSC doivent être associées dès la conception des projets, et non uniquement informées de décisions déjà prises. Les investissements doivent favoriser la création d'emplois décents, les chaînes de valeur locales et des retombées socio-économiques durables.

3) **Développer une approche véritablement régionale.** Les projets doivent tenir compte des interdépendances économiques, politiques et sécuritaires entre la RDC, le Burundi et le Rwanda, et s'aligner sur la stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs, cadre de référence de l'action européenne dans la région. Une meilleure coordination régionale, notamment à travers une programmation conjointe des projets par les délégations de l'UE, peut contribuer à répondre aux besoins transfrontaliers tout en limitant les risques d'aggravation des tensions.

4) **Faire de la société civile un partenaire à part entière.** Cela implique une information accessible et transparente, des consultations régulières et inclusives à-travers un dispositif régional dédié, des mécanismes indépendants de plainte et des financements permettant aux OSC de contribuer au suivi des investissements. Dans les contextes où l'espace civique est fortement restreint, des modalités de participation confidentielles et sécurisées doivent également être prévues.

I. Introduction

Lancé fin 2021, le Global Gateway s'est imposé en quelques années comme un élément central du discours et de la stratégie extérieure de l'UE, alors que celle-ci cherche à affirmer ses intérêts stratégiques dans un contexte de compétition géopolitique exacerbée. En combinant le financement de grands projets d'infrastructures dans plusieurs secteurs clés, la mobilisation conjointe de fonds publics et privés selon une logique « Team Europe[1] » et la promotion d'un modèle respectueux des standards sociaux, environnementaux et de gouvernance, l'UE entend faire du Global Gateway une alternative de poids face aux autres modèles d'investissements internationaux.

Mais le Global Gateway ne se résume pas uniquement à une stratégie globale de financement dans 11 secteurs clés, qui incluent notamment les transports, la communication, l'énergie ou encore les minerais critiques. Ces dernières années, il a progressivement dépassé son cadre initial au point de redéfinir la manière dont l'UE conçoit et met en œuvre son action extérieure et sa coopération internationale. Cette dynamique est appelée à s'accélérer dans le cadre des négociations sur le prochain budget pluriannuel de l'UE (MFF). En effet, la Commission européenne a proposé de doter le futur instrument « Global Europe » de 200 milliards d'euros[2] pour la période 2028-2034, tandis que, dans ses conclusions du 15 juin 2026, le Conseil a explicitement consacré le Global Gateway comme un axe structurant de l'action extérieure de l'Union. **Ces développements suggèrent que le Global Gateway pourrait progressivement devenir l'architecture de référence de l'action extérieure et de la coopération européenne.**

Cette évolution soulève toutefois des interrogations majeures quant à la manière dont l'UE conçoit et met en œuvre ses partenariats internationaux. En effet, une stratégie de cette ampleur ne peut être durablement crédible si elle est trop opaque et élaborée sans réel dialogue et inclusion des sociétés civiles européennes et des pays partenaires concernés. Plus préoccupant encore, en plaçant au cœur de son action extérieure ses intérêts géostratégiques, la sécurisation de ses approvisionnements et la compétitivité européenne, l'UE prend le risque de voir les objectifs de développement relégués au second plan au nom d'autres intérêts jugés prioritaires. Or, la réduction et l'éradication de la pauvreté constituent l'objectif premier de la coopération au développement de l'Union. Les traités européens consacrent la promotion d'un développement économique, social et environnemental durable des pays partenaires, ainsi que la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, parmi

[1] Qu'est-ce que l'équipe Europe ?, DG INTPA.
[2] Montant désormais rabaissé à 157 milliards d'euros sur proposition de la présidence irlandaise.

les objectifs de son action extérieure. Ils font également de la défense des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit des principes directeurs de cette action.

La montée en puissance du Global Gateway pose donc une question fondamentale : **l'UE est-elle prête à renoncer à certains de ses engagements historiques au nom des intérêts stratégiques et économiques placés au cœur du Global Gateway ?**

Cette tension prend une dimension particulière dans les Grands Lacs. En raison de son potentiel majeur pour la transition énergétique mondiale, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et le secteur de l'armement, la région est devenue un espace stratégique pour le déploiement du Global Gateway en Afrique. Une succession d'annonces de projets « flagship[3]», notamment le corridor de Lobito[4] ou le Couloir Vert Kivu-Kinshasa[5], illustre l'importance de la région dans cette nouvelle architecture. Toutefois, les controverses suscitées par la signature de protocoles d'accord sur les minerais critiques entre l'UE et la RDC puis avec le Rwanda mettent en lumière les tensions entre les ambitions européennes et les réalités d'une région marquée par les conflits armés, l'insécurité persistante, les tensions régionales, la fermeture ou la restriction des espaces civiques et les déficits de gouvernance. Dans un tel contexte, la capacité du Global Gateway à générer des retombées positives pour les populations mérite d'être questionnée. Sans une adaptation de ses modalités d'intervention aux risques et aux dynamiques locales, **l'initiative pourrait au contraire exacerber les fragilités existantes, compromettant ainsi à la fois ses objectifs de développement et sa propre crédibilité.**

Face à ces évolutions, le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) plaide pour une approche ancrée dans les réalités et les besoins locaux. C'est dans cette perspective que nous avons recueilli et analysé les perceptions de nos partenaires de terrain afin de mieux comprendre la manière dont le Global Gateway est appréhendé au niveau local. Ce policy brief restitue les principaux enseignements d'un questionnaire élaboré et diffusé auprès de nos partenaires dans trois pays des Grands Lacs : la République démocratique du Congo (RDC), le Burundi et le Rwanda. Les questions étaient organisées en plusieurs thématiques, incluant la compréhension globale, les secteurs et projets identifiés, la qualité de la communication et les attentes au regard du Global Gateway. Au total, 28 réponses ont été collectées, émanant principalement d'organisations de la société civile (OSC) opérant en RDC et au Burundi et dans différents domaines d'intervention[6].

[3] Liste des projets Global Gateway, DG INTPA.
[4] Page de présentation du corridor de Lobito, DG INTPA.
[5] Page de présentation du Couloir Vert, DG INTPA.
[6] Secteurs d'activité qui incluent notamment : les droits humains, l'environnement et la transition écologique, la gouvernance, la paix et la sécurité, la participation citoyenne, l'espace civique, l'aide humanitaire, la santé et le développement économique (liste non-exhaustive).

Des entretiens ont été ensuite réalisés avec plusieurs des répondants afin d'approfondir certains aspects de l'étude. Il est important de noter que les données collectées dans le cadre de ce questionnaire font face à plusieurs limites, notamment au regard de la taille de l'échantillon et de la représentativité géographique. L'ambition de cette analyse est avant tout d'identifier les limites et opportunités de l'initiative Global Gateway dans la région des Grands Lacs, sur la base des perspectives de plusieurs organisations du terrain.



II.Quelle est la perception du Global Gateway dans les Grands Lacs ?

Les réponses recueillies font ressortir plusieurs tendances et points d'attention quant à la perception du Global Gateway. Elles révèlent notamment un paradoxe : si l'initiative suscite de fortes attentes au regard des opportunités qu'elle pourrait offrir, sa compréhension réelle demeure limitée. Ce décalage alimente des interrogations sur ses objectifs concrets, ses modalités de mise en œuvre et la place accordée aux acteurs locaux, révélant un important manque de lisibilité de l'initiative sur le terrain.

1. Une initiative porteuse d'attentes

Un premier élément qui ressort du questionnaire est la perception a priori favorable de l'UE et du Global Gateway, principalement associée aux perspectives de développement économique et d'amélioration des conditions de vie dans la région. Les attentes portent largement sur les retombées que les investissements pourraient générer pour les communautés et les entreprises locales. Interrogés sur la définition du Global Gateway, les répondants évoquent ainsi *« une initiative multi secteur à impact réel sur le terrain*[7] *»*, *« une stratégie de grande portée économico-financière qui vise à offrir des possibilités alternatives d'échanges, de connectivité et de développement durable*[8] *»* ou encore *« un outil de l'UE pour appuyer le développement de la région des Grands Lacs*[9] *»*. Dans des contextes marqués par la pauvreté et de fortes vulnérabilités, le développement économique est aussi perçu comme un levier de paix et de stabilité. Certaines réponses établissent ainsi un lien entre pauvreté, manque d'opportunités et conflits, et soulignent l'importance de s'attaquer à ces facteurs pour contribuer durablement à la stabilité dans la région.

Cette perception positive ne signifie toutefois pas une adhésion sans conditions. Pour les répondants, la dimension développementale doit rester au cœur du Global Gateway, avec des projets ayant un impact positif, visible et durable sur le terrain et surtout répondant aux besoins exprimés par les communautés. Plusieurs réponses font ainsi référence à une approche *« basée sur le développement local* [10] *»*, qui *« contribue au développement*[11] *»*, promeut *« le développement durable et la réduction de la pauvreté*[12] *»* et répond *« aux objectifs de développement durable d'ici 2030*[13] *».*

[7] Répondant 2
[8] Répondant 12
[9] Répondant 6
[10] Répondant 1
[11] Répondant 10
[12] Répondant 26
[13] Répondant 8

Les dimensions géopolitiques et les objectifs de compétitivité de l'initiative ne sont pas nécessairement contestés, mais ils ne devraient pas, selon nos partenaires, primer sur les objectifs de développement. Les attentes vont par ailleurs au-delà des simples investissements économiques. Interrogés sur les secteurs les plus pertinents et porteurs d'impact pour la région, les répondants évoquent des projets d'infrastructure dans le secteur de l'énergie et du transport mais également la promotion de la paix et de la sécurité, la gouvernance, la cohésion sociale, la protection des droits humains et de l'environnement et l'intégration régionale. Les considérations liées au genre et à la jeunesse reviennent également à plusieurs reprises.

Les réponses font néanmoins apparaître des priorités différentes parmi les OSC de la région, et particulièrement en RDC. Pour les OSC basées à l'Est du pays, les projets liés à la gouvernance et à la sécurité sont majoritairement identifiés comme susceptibles d'être porteurs d'impact sur le terrain alors que, dans le reste du pays, les attentes portent davantage sur les infrastructures de transport et le secteur énergétique. Au Burundi, les partenaires focalisent davantage leurs attentes sur le développement économique, notamment dans le secteur de la santé et de l'éducation, mais aussi sur les questions de gouvernance, d'espace civique et de participation citoyenne, en soulignant toutefois les restrictions qui entravent l'action des OSC dans ces domaines. L'un des répondants évoque même une « épée de Damoclès », forçant les OSC burundaises à *« se réorienter vers d'autres domaines moins conflictuels*[14] *».*

Ces différences montrent que les attentes à l'égard du Global Gateway sont étroitement liées aux réalités locales, plaidant pour une approche adaptée aux besoins de chaque contexte.

[14] Répondant 22

2. Une initiative connue mais difficile à appréhender

Une analyse plus poussée des réponses sur le contenu de cette initiative démontre que, **si le Global Gateway en tant que stratégie d'investissement est globalement connu par nos partenaires et suscite de l'intérêt, son contenu et ses modalités de mise en œuvre restent encore mal compris.** Ainsi, parmi les 28 représentants d'organisations ayant participé à l'étude, 23 déclarent en avoir déjà ent-

endu parler. Néanmoins, lorsque interrogés plus en détails sur leur niveau de connaissance, 3 répondants indiquent n'en avoir aucune, 11 une connaissance très faible et 8 une connaissance moyenne, contre seulement 6 estimant disposer d'une bonne à très bonne connaissance du Global Gateway. Des disparités géographiques se dessinent également, les OSC burundaises et les OSC congolaises basées à l'Est étant majoritaires parmi les répondants déclarant ne pas connaître le Global Gateway.

Ce niveau de connaissance limité se retrouve également lorsqu'il s'agit d'identifier précisément les projets et les acteurs impliqués. Les répondants peinent à distinguer les projets relevant du Global Gateway de ceux financés par d'autres canaux européens ou bilatéraux. Certaines réponses font ainsi référence au chemin de fer Uvinza-Musongati reliant la Tanzanie au Burundi avec pour bailleur principal la Banque africaine de développement ou au Projet de Facilitation du Commerce et Intégration dans la région des Grands Lacs (PFCIGL), entièrement soutenu par la Banque Mondiale. Il est également difficile d'identifier clairement qui décide, qui finance et qui met en œuvre les projets. Au total, 18 répondants déclarent ne pas savoir quels projets sont effectivement financés dans leur pays ni les montants qui leur sont consacrés. Comme le souligne l'un d'entre eux, *« nous avons connaissance de plusieurs initiatives et domaines d'intervention du Global Gateway dans la région, mais nous estimons que les informations accessibles aux organisations locales et aux communautés restent insuffisamment détaillées pour nous permettre d'avoir une vision exhaustive de l'ensemble des projets*[15]*. »* Chez les partenaires les mieux informés, les mêmes projets reviennent de manière récurrente, à savoir le corridor de Lobito, le Couloir Vert Kivu-Kinshasa et le projet hydroélectrique Ruzizi III.

Enfin, cette confusion se retrouve dans les réponses concernant le rôle que les organisations locales pourraient jouer dans la mise en œuvre des projets. Comme le résume l'un des répondants[16], il est *« difficile à savoir dès lors qu'on ne sait pas tout ce qui se fait dans le cadre de cette initiative »*.

[15] Répondant 28
[16] Répondant 20

3. Une initiative qui souffre d'un manque de transparence

L'analyse des réponses au questionnaire confirme un déficit persistant de communication, d'information et de transparence autour du Global Gateway, déjà dénoncé depuis plusieurs années par les OSC européennes, et qui contraste avec l'ambition affichée par l'UE d'un « partenariat d'égal à égal ». Pourtant, comme le soulignent plusieurs des répondants, pour être efficaces, de tels partenariats impliquent *« une communication ouverte, où chaque voix compte*[17] *»* mais il est nécessaire pour cela de passer d'une stratégie de communication essentiellement « marketing » pour en faire un *« outil de gouvernance qui garantit que les populations locales soient les premières informées*[18] *».*

Les répondants expriment en effet le souhait de mieux comprendre l'initiative et d'y être davantage associés, mais sous condition *« d'un accès équitable à l'information*[19] *»*. L'un des répondants va plus loin et déclare : *« la société civile devrait être un partenaire de communication, pas seulement une spectatrice*[20] *»*. Les réponses recueillies confirment ce besoin : 19 répondants sur 28 jugent cette communication « peu transparente » ou « pas transparente du tout ». Les motifs évoqués incluent le manque de diffusion locale de l'information (23 répondants), la faible implication des acteurs locaux (19 répondants), l'absence de données publiques facilement accessibles et exploitables (12 répondants) et la centralisation excessive de l'information (10 répondants). Le manque d'informations disponibles dans les langues locales constitue également un frein important, limitant davantage l'accès des populations et des organisations locales aux informations relatives aux projets.

Un autre facteur qui vient renforcer cette analyse concerne le niveau de consultation des acteurs locaux. En effet, sur 28 répondants, 20 n'ont jamais été consultés dans le cadre d'un projet Global Gateway. Pour les partenaires ayant été consultés, c'est le plus souvent via des intermédiaires comme leurs partenaires européens, et rarement de manière directe et structurée. Trois répondants mentionnent néanmoins la délégation de l'UE en RDC comme interlocutrice, mais dans le cadre d'échanges ponctuels et pas nécessairement liés à un projet Global Gateway spécifique.

[17] Répondant 9
[18] Répondant 1
[19] Répondant 28
[20] Répondant 18

4. Une initiative associée à l'extractivisme

Un autre point d'attention, propre au contexte de la région des Grands Lacs, concerne la place importante accordée au narratif extractiviste. En effet, plusieurs de nos partenaires associent le Global Gateway a une volonté d'approvisionnement en ressources minières au bénéfice de l'industrie européenne. L'un des répondants résume ainsi sa perception de l'initiative : *« Le Global Gateway est une stratégie européenne visant à sécuriser la chaîne d'approvisionnement des minerais stratégiques tels que le cuivre et le cobalt »*. Cette lecture se retrouve également dans la liste des projets que les répondants associent spontanément au Global Gateway, notamment le corridor de Lobito. Cette forte visibilité semble s'expliquer par l'important travail de communication mené par l'UE autour de ce projet, ainsi que par l'ampleur des investissements mobilisés, estimés à près de 2 milliards d'euros[21].

Plusieurs inquiétudes découlent de cette lecture, notamment au regard des retombées locales des projets miniers et du risque qu'ils contribuent à l'économie de conflit. Les partenaires craignent que l'exportation de minerais bruts, sans transformation locale ni développement de chaînes de valeur, ne reproduise les modèles économiques déjà à l'œuvre dans la région, avec des bénéfices limités pour les économies et les populations locales. A ce titre, un répondant[22] souligne que *« le corridor de Lobito va davantage favoriser une économie extravertie de la RDC car les minerais seront exportés à l'état brut »*. Dans l'Est de la RDC, cette préoccupation se double du risque que les ressources mobilisées soient captées par des acteurs impliqués dans les conflits, bénéficient indirectement à des groupes armés ou renforcent certains intérêts économiques et politiques. Un répondant résume cette inquiétude par une question : *« Quels mécanismes ont été mis en place par l'UE pour éviter que le Global Gateway n'amplifie les conflits déjà existants[23] ? »* Pour les partenaires, **l'enjeu principal est donc de garantir que les projets génèrent des retombées économiques locales sans renforcer les dynamiques de conflit qui traversent la région.**

[21] Page de présentation du corridor de Lobito, DG INTPA
[22] Répondant 25
[23] Répondant 27

Cette analyse met en évidence une tension entre les différentes dimensions associées au Global Gateway. Les mêmes répondants qui identifient des objectifs de développement, de paix, de sécurité, de bonne gouvernance ou de lutte contre la pauvreté associent également l'initiative à la sécurisation des ressources naturelles. **Cette lecture n'est pas contradictoire mais elle rappelle l'importance pour l'UE de veiller à ce que ses ambitions géo-économiques ne prennent pas le pas sur les objectifs de développement et les besoins exprimés localement.**

L'exemple du corridor de Lobito : ambitions stratégiques vs. réalités locales

Dans le cadre du projet de corridor de Lobito, notre membre International Peace Information Service (IPIS) a mené une étude auprès des communautés et des autorités provinciales et locales le long de l'axe Kolwezi-Dilolo portant sur la perception des opportunités et risques liés au développement du corridor. Quatre points-clés ressortent de cette analyse :

- **Le Lobito est un projet phare du Global Gateway mais son impact sur le développement reste incertain** : alors qu'il est principalement conçu pour améliorer le transport des minerais depuis la RDC et la Zambie vers le port de Lobito, l'UE présente ce corridor comme un projet plus large de développement et d'intégration régionale. Or, sans investissement dans les routes d'accès, les gares, la capacité de fret et des services fiables, l'amélioration des infrastructures ferroviaires ne suffira pas à elle seule à générer du développement local.
- **Les communautés soutiennent largement le projet ferroviaire, mais leurs attentes diffèrent du discours des bailleurs et des compagnies minières** : le long de l'axe Kolwezi–Dilolo, presque la majorité des personnes interrogées se sont déclarées favorables au développement ferroviaire. Leurs principales attentes concernent la mise en place de services réguliers de transport de voyageurs, l'acheminement de la production agricole locale et la création d'emplois locaux. Or, ces besoins restent à ce jour largement absents des investissements privés et des financements des bailleurs consacrés au développement du rail.
- **La participation locale et une répartition équitable des bénéfices seront essentielles pour contribuer au développement de la région** : les communautés attendent du corridor qu'il génère des emplois, en particulier pour les jeunes, et avec une priorité accordée à la main d'œuvre locale. Elles souhaitent également que les producteurs agricoles et les petites entreprises locales puissent accéder au corridor et participer aux chaînes de valeur émergentes, plutôt que de voir ces infrastructures bénéficier aux sociétés minières. Le cas de Kasaji est à ce titre emblématique : deuxième plus grande ville de la province et à la croisée de nombreux territoires agricoles, celle-ci ne serait néanmoins pas considérée dans la réhabilitation du rail.

- **La consultation significative reste un point faible du projet** : les trois-quarts des personnes interrogées le long du corridor ont déclaré connaître ce projet, mais les informations provenaient souvent de rumeurs ou des réseaux sociaux. De leur côté, les OSC locales et d'autres parties prenantes comme les syndicats de chauffeur ont indiqué ne pas avoir été officiellement consultés. Ces lacunes soulèvent des interrogations quant à l'appropriation locale d'un projet pourtant présenté comme un levier de développement pour la région.

Le corridor de Lobito illustre que l'ampleur des investissements ne suffit pas, à elle seule, à mesurer l'impact d'un projet sur le développement de la région. Au-delà des montants mirobolants engagés et des flux miniers attendus, la réussite du corridor devra ainsi se mesurer à ses retombées concrètes pour les populations locales. IPIS identifie à cet égard quatre dimensions essentielles pour faire de Lobito un véritable corridor de développement : la connectivité, la gouvernance, l'inclusion et la gestion de la transition économique.



III. Une ambition qui se heurte aux réalités régionales

L'analyse des réponses recueillies dans le cadre de ce questionnaire a mis en lumière les attentes suscitées par le Global Gateway mais également ses limites. Alors que l'initiative a pour ambition de modifier en profondeur l'approche européenne à la coopération et aux partenariats internationaux, sa mise en œuvre dans un contexte fragile comme celui des Grands Lacs se heurte à des réalités spécifiques. Elles devront être prises en compte si l'UE veut s'assurer de pouvoir contribuer réellement aux objectifs de stabilité et de paix nécessaires au succès de cette stratégie.

1. Le Global Gateway face au conflit et à l'insécurité

Une première inquiétude, soulevée notamment par les partenaires basés à l'Est de la RDC, concerne le contexte sécuritaire et humanitaire fragile dans lequel le Global Gateway entend se déployer. Les conflits persistants dans les Kivus et en Ituri, auxquels s'ajoutent d'autres foyers de tensions et de violences dans plusieurs régions du pays, notamment au Kasaï et au Katanga, continuent de fragiliser les populations et les activités économiques. Malgré les différents processus de paix et les négociations en cours, la situation demeure instable et les engagements peinent à se traduire par des améliorations concrètes sur le terrain.

Dans ce contexte, plusieurs de nos partenaires s'interrogent sur la capacité du Global Gateway à atteindre ses objectifs là où les conditions minimales de stabilité ne sont pas réunies et où la violence est quotidienne. Tant que les populations et les acteurs économiques resteront exposés à l'insécurité et aux déplacements forcés, les investissements dans les infrastructures, les transports ou les ressources naturelles ne produiront pas les effets escomptés. C'est le cas du Couloir vert Kivu-Kinshasa et du projet hydroélectrique Ruzizi III, situés dans des zones directement touchées par le conflit dans l'est de la RDC et par les tensions régionales. Or la sensibilité aux conflits reste faiblement intégrée au Global Gateway. Selon ECDPM[24], peu d'éléments attestent d'une application systématique des cadres européens d'analyse de conflit aux projets, et l'initiative ne dispose pour l'instant ni d'engagements clairs ni de lignes directrices pour les projets d'infrastructure.

[24] Global Gateway investments in fragile settings: How to do it? ECDPM, 21 novembre 2025

Il est également essentiel de reconnaître que les investissements ne sont pas seulement exposés aux conflits mais peuvent aussi contribuer à façonner leurs dynamiques, voire à les exacerber. La sécurité ne peut donc se réduire à une condition préalable aux projets ou à leur protection. Elle exige une gouvernance inclusive, fondée sur des institutions locales capables d'exercer leurs responsabilités, une participation effective des communautés aux décisions touchant leur territoire et leur accès aux opportunités économiques, et la mise en place de mécanismes permettant un partage équitable des retombées. Ces exigences sont particulièrement importantes dans les secteurs liés aux ressources naturelles et aux chaînes de valeur agricoles. En effet, en accentuant la concurrence pour la terre et les ressources, des investissements menés sans consultation des communautés ni partage équitable des bénéfices risquent d'alimenter un sentiment d'exclusion et d'attiser les tensions existantes.

2. Le Global Gateway face à l'instabilité politique

Au-delà des enjeux sécuritaires, l'instabilité politique qui caractérise plusieurs pays de la région des Grands Lacs constitue également un facteur de risque pour les investissements. Les crises institutionnelles, les tensions politiques et les faibles capacités étatiques peuvent affecter la continuité des politiques publiques, et par conséquent la mise en œuvre et le suivi des projets dans la durée. Les changements de priorités, les incertitudes autour des réformes ou du calendrier électoral, ainsi que la fragilité de certaines institutions sont également susceptibles de retarder les projets ou de remettre en cause certains engagements. **La prévisibilité et la solidité du cadre politique et institutionnel apparaissent ainsi comme des conditions importantes pour la durabilité des investissements.**

La RDC illustre particulièrement ces risques. Le débat en cours sur une révision constitutionnelle et un éventuel troisième mandat du Président Tshisekedi, ainsi que les inquiétudes exprimées par l'opposition et une partie de la société civile concernant le calendrier électoral, contribuent à entretenir un climat d'incertitude politique. La récente annonce de la formation du Front pour la refondation de la nation (FRN), un nouveau regroupement politico-militaire englobant

l'AFC/M23, ajoute une couche supplémentaire d'imprévisibilité. Dans certaines zones, une nouvelle crise politique pourrait raviver les dynamiques de violence existantes et provoquer de nouveaux affrontements entre les communautés. Alors que la confiance dans les institutions est limitée, ces incertitudes soulèvent des questions quant à la capacité de l'État Congolais à maintenir dans la durée les engagements nécessaires à la réalisation des investissements. De la même façon au Burundi, la concentration du pouvoir politique entre les mains du CNDD-FDD et la perspective de l'élection présidentielle de 2027 entretiennent un climat d'incertitude. A cela s'ajoute une situation économique et financière très fragile, marquée par des pénuries de devises et de carburant, autant de facteurs qui peuvent affecter les projets nationaux et régionaux.

3. Le Global Gateway face à la corruption et à la mauvaise gouvernance

À ces risques s'ajoutent des fragilités importantes en matière de gouvernance et de systèmes juridiques. La RDC et le Burundi figurent parmi les pays les moins bien classés au niveau mondial en matière de perception de la corruption, respectivement aux 163ème et 167ème places[25]. Si cet indicateur ne reflète pas à lui seul l'ensemble des enjeux de gouvernance, il rend assez bien compte de l'environnement dans lequel les investissements sont appelés à être mis en œuvre. Des mécanismes de contrôle insuffisants, la faiblesse des institutions et l'impunité peuvent en effet favoriser la mauvaise gestion, l'attribution opaque des marchés, le favoritisme ou le détournement de fonds.

Ces fragilités ont des répercussions directes sur les populations. L'insécurité juridique place notamment les communautés locales dans une position de faiblesse lorsqu'elles doivent défendre leurs intérêts face à des entreprises disposant de ressources et d'un pouvoir de négociation supérieurs. Elles peuvent aussi limiter les retombées des projets pour les populations et accentuer les inégalités. Cette problématique est particulièrement marquée au Burundi, où la corruption touche de nombreux secteurs publics dans un contexte de faiblesse institutionnelle et d'impunité persistante. Comme le souligne

[25] Transparency International, Corruption Perception Index, 2025

l'un des répondants, *« l'UE doit aider le Burundi dans des secteurs qui touchent directement à la population et mettre des balises pour éviter que cela bénéficie au gouvernement*[26] *».* En RDC, les mêmes préoccupations sont exprimées quant à la gestion et au contrôle des investissements. Un répondant souligne ainsi *« les malversations financières sont communes dans ce genre de projets en RDC, et en toute impunité*[27] *».*

Pour les partenaires interrogés, ces risques soulèvent également une question de crédibilité. Si les investissements sont perçus comme répondant prioritairement à des considérations stratégiques, sans garanties suffisantes en matière de gouvernance, de droits humains et de principes démocratiques, l'UE risque d'affaiblir son image de partenaire fiable. **La bonne gouvernance ne devrait donc pas être considérée comme une dimension périphérique du Global Gateway, mais comme l'une de ses conditions de réussite.** Au-delà de leur sécurisation physique, la protection des investissements passe par la transparence de leur attribution et de leur mise en œuvre, le renforcement des institutions et des mécanismes effectifs de contrôle et de recours.

Dans des contextes fragiles, ces garde-fous sont d'autant plus nécessaires que la proposition de règlement Global Europe, futur instrument de financement du Global Gateway, permettrait d'accorder des subventions directes, sans appel à propositions, à des entreprises établies dans l'UE pour des projets jugés d'« intérêt stratégique », notamment dans le secteur des matières premières critiques[28].

4. Le Global Gateway face aux environnements répressifs

Une autre préoccupation centrale du point de vue de nos partenaires concerne les partenariats avec des régimes autoritaires et, plus largement, la mise en œuvre de projets dans des environnements où l'espace civique est fortement restreint. Cette question se pose particulièrement pour nos partenaires burundais qui s'interrogent sur les mécanismes de protection mis en place afin de garantir une participation effective, libre et sécurisée de la société civile aux projets Global Gateway. En effet, depuis la crise de 2015, le pays est marqué

[26] Répondant 28
[27] Répondant 12
[28] A companion guide to the Global Europe instrument proposal, ECDPM, 21 juillet 2025

par une répression persistante et systématique des voix contestataires, qui se traduit notamment par des violences, des arrestations arbitraires, des disparitions forcées et l'exil de nombreux acteurs de la société civile. Dans de tels contextes marqués par un espace civique verrouillé et des cadres législatifs toujours plus contraignants pour les OSC, les mécanismes classiques de consultation ne suffisent pas à garantir une participation pleine et entière de ces acteurs. **Nos partenaires locaux soulignent ainsi la nécessité pour l'UE d'adapter ses modalités de dialogue et de consultation au contexte national, en particulier lorsque la marge de manœuvre des acteurs de la société civile est fortement limitée.**

Mais ce verrouillage constitue également un risque pour les investissements eux-mêmes. En effet, lorsque la société civile ne peut pas exercer son rôle de manière indépendante, les projets se privent de mécanismes essentiels de redevabilité et d'alerte pour le signalement d'abus, des risques sociaux et environnementaux, ou encore pour la détection de détournement et d'instrumentalisation des projets par les élites ou les acteurs dominants, limitant ainsi leur impact et leur durabilité.

Les récentes conclusions du Conseil[29] et le rapport du Parlement européen[30] sur la mise en œuvre du Global Gateway soulignent tous deux le rôle encore trop limité de la société civile et appellent à renforcer sa participation dans les pays partenaires. **Dans les Grands Lacs, cette ambition ne pourra toutefois se concrétiser sans une prise en compte réelle des contraintes et des risques propres aux OSC de la région et la mise en place de stratégie d'adaptation visant à encourager leur participation.** À défaut, l'objectif affiché par l'UE de les associer davantage à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets risque de rester théorique.

[29] Conclusions du Conseil sur la stratégie Global Gateway, Conseil de l'UE, 15 juin 2026
[30] Rapport du Parlement européen sur le Global Gateway, Parlement européen, 5 mars 2026

IV. L'approche 360 : une réponse adaptée à la réalité des Grands Lacs ?

Pour répondre aux limites identifiées par la société civile dans la mise en œuvre du Global Gateway, la Commission européenne met désormais en avant une « approche 360 ». En replaçant les objectifs de développement au cœur de l'initiative[31], elle entend aller au-delà d'une simple stratégie d'investissements dans les infrastructures. Cette nouvelle orientation semble à priori pertinente dans un contexte fragile comme celui des Grands Lacs où des instruments de financement peu flexibles et trop centrés sur la rentabilité ne permettent pas de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables. Toutefois, les contours de cette approche demeurent encore flous, notamment au regard de ses objectifs et de ses modalités de mise en œuvre. Elle suscite également des interrogations au sein de la société civile qui craint qu'elle ne constitue avant tout un changement de narratif destiné à rendre le Global Gateway plus acceptable auprès des Etats membres et des pays partenaires.

C'est précisément pour alimenter ces réflexions que le réseau EurAc a souhaité partir des préoccupations exprimées par ses partenaires de la région des Grands Lacs. De cette analyse émergent quatre piliers qui paraissent indispensables pour faire du Global Gateway un outil capable de produire des effets positifs, visibles et durables sur le terrain. À travers ces recommandations, EurAc entend contribuer au débat autour de l'approche 360 et plaider pour que celle-ci se traduise par une action européenne davantage ancrée dans les priorités et les besoins de ses partenaires, et en cohérence avec le cadre que l'UE s'est elle-même fixé à travers sa stratégie renouvelée pour les Grands Lacs.

Pilier 1 : Placer la paix, la sécurité et la bonne gouvernance au cœur des projets Global Gateway

Dans un contexte fragile comme celui des Grands Lacs, les projets Global Gateway ne peuvent être dissociés des dynamiques politiques, sécuritaires et institutionnelles dans lesquelles ils s'inscrivent. Pour nos partenaires, il ne s'agit pas seulement de créer les conditions permettant aux projets de se réaliser, mais de veiller à ce qu'ils contribuent eux-mêmes à la paix durable et à la stabilité. Les enjeux de gouvernance, de justice, de droits humains et de sécurité doivent ainsi être intégrés dès la conception et la sélection des projets. Plusieurs partenaires estiment même que le Global Gateway pourrait aller plus loin et constituer un véritable levier permettant de replacer ces quest-

[31] Cette approche repose sur six principes : valeurs démocratiques et standards élevés, bonne gouvernance, transparence, partenariats égaux et mutuellement bénéfiques,investissements vert et propre, sécurité, et un effet catalyseur sur l'investissement privé.

ions au centre de la coopération et du dialogue politique avec les pays de la région.

Cette exigence rejoint le principe de « do no harm » ainsi que les conclusions du Conseil du 15 juin 2026 sur le Global Gateway[32], qui appellent à s'appuyer sur une analyse des risques et à adopter une approche sensible aux conflits. Le Parlement européen va plus loin : il estime que le Global Gateway ne répond pas encore pleinement à la complexité des environnements fragiles et appelle à mieux articuler investissements, dialogue politique, paix, stabilité et action humanitaire.

C'est précisément à cette nécessité que l'approche « à 360° » devrait répondre. Dans un contexte comme celui de la région des Grands Lacs, elle devrait permettre d'évaluer systématiquement les effets des projets sur la gouvernance, les droits humains et les dynamiques de conflit. Concrètement, cela implique de réaliser, en amont, un diagnostic approfondi des contextes locaux et des causes structurelles des conflits, puis de l'actualiser régulièrement ; de définir des indicateurs permettant de suivre les effets des projets sur le terrain, notamment l'évolution des litiges fonciers, des plaintes des communautés ou des incidents sécuritaires ; et de prévoir des mécanismes permettant d'adapter, de réorienter ou de suspendre les projets lorsque ceux-ci risquent d'aggraver les fragilités existantes.

Enfin, des programmes de gouvernance participative comme ESPER[33], illustrent que la durabilité des investissements dans les contextes fragiles dépend également de leur ancrage dans des institutions légitimes et pérennes, capables d'assurer la continuité de l'action publique au-delà des cycles politiques. Cela suppose de renforcer les mécanismes de redevabilité et d'associer effectivement les communautés concernées aux décisions, afin de favoriser leur appropriation des projets et de garantir que leurs bénéfices s'inscrivent dans la durée.

[32] Conclusions du Conseil sur la stratégie Global Gateway, Conseil de l'UE, 15 juin 2026

[33] ESPER (Ensemble pour la sécurité et la paix dans l'est de la RDC), programme mis en œuvre depuis 2020 par Cordaid au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri, avec un financement des Pays-Bas.

Pilier 2 : Ancrer l'initiative par le bas avec un réel impact local

Le Global Gateway ne pourra répondre à son ambition de développement que s'il est véritablement ancré dans les réalités et les priorités des communautés, qu'il contribue concrètement à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la réalisation effective de leurs droits. Comme l'a résumé l'un des répondants, *« le vrai développement commence au niveau local avec les commu- nautés*[34] *»*. Cette nécessité est également reconnue au niveau européen : le Parlement européen a souligné les limites d'une approche trop « top down » et appelé à placer les besoins réels des pays partenaires au centre du Global Gateway, tandis que le Conseil insiste sur l'appropriation locale et sur un engagement précoce et significatif avec les autorités et les OSC tout au long du cycle des projets.

[34] Répondant 8

Dans la pratique, cela implique de partir des priorités de développement définies aux niveaux national et local, plutôt que de projets principalement conçus au niveau européen. Les communautés et les autorités locales doivent être consultées dans les zones concernées dès l'identification des besoins et la sélection des projets, avant toute validation, puis associées à chaque étape du cycle : conception, mise en œuvre et évaluation. Une véritable appropriation exige toutefois d'aller au-delà de la consultation. Des mécanismes de codécision, tels que des comités de pilotage réunissant autorités locales, communautés et OSC, ainsi que des partenariats avec les acteurs économiques du territoire, doivent leur conférer un poids réel dans les décisions.

Cette approche implique également de repenser la manière dont les projets sont évalués. Leur impact ne devrait pas être mesuré uniquement à l'aune des retombées économiques ou des montants investis, mais aussi de leur contribution à la réduction de la pauvreté et des inégalités et à l'amélioration concrète des conditions de vie des populations, en particulier les plus vulnérables. Cela suppose des mécanismes de redevabilité transparents, permettant un contrôle public des projets et garantissant une répartition équitable de leurs bénéfices économiques.

Pilier 3 : Inscrire le Global Gateway dans une véritable approche régionale

Dans les Grands Lacs, l'ancrage local doit nécessairement être complété par une approche régionale. En effet, les dynamiques économiques, politiques, sécuritaires et sociales de la région sont caractérisées par une profonde interdépendance et l**es projets conçus à l'échelle d'un seul pays peuvent entraîner des répercussions importantes au-delà de ses frontières nationales.** Comme le résume l'un des répondants *« les liens entre les pays sont indispensables à la survie des communautés, surtout dans l'Est de la RDC*[35] *»*. Plusieurs partenaires appellent ainsi l'UE à mieux intégrer la dimension transfrontalière et le développement économique régional lors de la sélection des projets Global Gateway. L'un d'eux souligne notamment la nécessité *« d'éviter une approche strictement nationale des questions liées aux ressources naturelles, aux chaînes de valeur, au commerce régional et à la protection de l'environnement*[36] *»*. Cette exigence rejoint également la stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs. Cadre de référence de l'ensemble de l'action européenne dans la région, elle met en avant l'objectif de passer *« de la compétition à la coopération et à l'intégration*[37] *»* en s'appuyant notamment sur le commerce transfrontalier, les corridors régionaux et les dynamiques régionales de la société civile.

Une telle approche suppose de **favoriser des projets associant plusieurs pays.** A ce titre, le modèle de corridors souvent mis en avant par le Global Gateway comme projets phares devrait faire l'objet de davantage de consultations, à la fois au niveau national mais aussi régional. Cette stratégie est particulièrement pertinente dans les Grands Lacs, où les interdépendances entre les pays rendent nécessaire la coopération et le dialogue entre les acteurs. Elle suppose néanmoins de s'appuyer sur la société civile, qui peut jouer un rôle en renforçant les liens entre les communautés transfrontalières, faciliter la circulation de l'information et favoriser l'émergence d'une vision régionale des projets.

Plusieurs partenaires ont ainsi suggéré la **création d'un hub sous-régional** permettant de mieux partager l'information et de renforcer

[35] Répondant 8
[36] Répondant 28
[37] Stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs, Conseil de l'UE, 20 février 2023

les échanges entre les acteurs concernés afin d'assurer que ces projets répondent réellement aux objectifs de développement. De telles initiatives de mise en réseau existent déjà entre acteurs de la société civile, mais gagneraient à être davantage structurées et soutenues, notamment à travers des financements dédiés et une implication plus systématique des autorités locales et nationales, du secteur privé et des bailleurs internationaux.

Côté européen, même si l'UE dispose déjà de plusieurs initiatives Team Europe régionales, les investissements Global Gateway restent essentiellement programmés pays par pays. La prochaine programmation (2028-2034), offre une opportunité pour dépasser ce cloisonnement en **renforçant la coordination entre les délégations de l'UE de la région** pour qu'elles programment conjointement les projets régionaux.

Pilier 4 : Faire de la société civile des Grands Lacs un partenaire privilégié

La réussite du Global Gateway dans les Grands Lacs dépendra largement de la place accordée à la société civile européenne et locale, une fonction qui doit aller bien au-delà de la consultation.

En premier lieu, il est indispensable d'adapter les mécanismes de participation aux réalités de la région. La Global Gateway Civil Society and Local Authorities Advisory Platform mise en place en 2023 a rapidement montré ses limites, notamment parce qu'elle réunit des acteurs issus de contextes très différents. Dans les Grands Lacs, un **mécanisme régional dédié** permettrait d'éviter une centralisation excessive du processus décisionnel et de mieux prendre en compte les réalités politiques et sociales de la région, y compris les restrictions qui pèsent sur l'espace civique dans certains pays. Ces restrictions ne doivent pas conduire à écarter la société civile locale, mais au contraire inciter l'UE à garantir un accès effectif à l'information, prévoir des modalités de consultation sécurisées et protéger les acteurs qui signalent des abus.

La société civile doit également être associée à l'ensemble du cycle des projets, de l'identification des besoins à l'évaluation. Une telle co-construction améliorerait leur pertinence et leur faisabilité, tout en permettant de mieux anticiper leurs impacts environnementaux, sociaux, et sur les droits humains. Son rôle en matière de veille et de redevabilité est également essentiel, en suivant de manière indépendante la transparence des projets, l'utilisation des ressources et le respect des engagements pris.Cette implication doit concerner à la fois les OSC locales, qui apportent leur connaissance des réalités et des besoins du terrain, et les OSC européennes, qui peuvent contrôler le respect des normes et cadres de l'UE. Pour pouvoir jouer pleinement ce rôle, les OSC doivent cependant disposer de ressources et de capacités suffisantes, notamment à travers des financements dédiés garantissant leur participation, sans créer de dépendance à l'égard des acteurs chargés de la mise en œuvre des projets.

La société civile constitue également un **relais essentiel pour rendre l'information sur le Global Gateway accessible au niveau local.** Par des actions de sensibilisation, des ateliers communautaires, des webinaires ou encore un travail avec les médias locaux et les organisations confessionnelles, elle peut contribuer à mieux faire connaître l'initiative et ses projets auprès des populations concernées.

Enfin, **la société civile joue un rôle de plaidoyer et de mobilisation.** En portant la voix des communautés dans les espaces décisionnels et en contribuant à créer, au niveau local, les conditions nécessaires à la réussite et à la durabilité des projets, elle renforce leur crédibilité, assure un engagement constant des communautés, et réduit ainsi le risque de tensions et de conflits. Comme le formule clairement l'un des partenaires, la société civile joue un « rôle fondamental de pont entre les institutions et le terrain, garantissant l'inclusivité, la durabilité et l'acceptation sociale des projets[38] ».

[38] Répondant 12

Cette inclusion pleine et entière des acteurs de la société civile est d'autant plus indispensable qu'elle **permet de combler le vide laissé par les partenaires internationaux dans certaines zones.** Les développements sécuritaires ont en effet restreint la présence et les capacités d'intervention de nombreux acteurs internationaux sur le terrain. Les organisations locales, qui disposent d'une présence et de réseaux ancrés dans les communautés, sont dès lors particulièrement bien placées pour maintenir un suivi des dynamiques locales, faire remonter les évolutions du terrain et contribuer à une meilleure compréhension des besoins et des risques associés aux projets.

V. Recommandations

Au SEAE, à la Commission européenne et aux délégations de l'UE :

- **Mettre en œuvre le Global Gateway conformément aux objectifs de la stratégie renouvelée de l'UE pour les Grands Lacs et adopter une approche véritablement régionale.** Le Conseil a fait de cette stratégie le cadre de référence de l'ensemble de l'action de l'UE dans la région. Par conséquent, les projets Global Gateway devraient être conçus, sélectionnés et évalués au regard de ses objectifs, notamment l'intégration régionale. Cela implique de favoriser les projets multi-pays, de concevoir les corridors comme des espaces de coopération tenant compte de leur impact sur les communautés, et de programmer conjointement les projets régionaux entre délégations de l'UE dans la prochaine programmation.

- **Intégrer le respect des droits humains, la recherche de la stabilité durable et la bonne gouvernance comme critères prioritaires de sélection et de mise en œuvre des projets.** Dans un contexte aussi volatile que celui des Grands Lacs, cela implique une analyse de sensibilité aux conflits systématique, actualisée tout au long du cycle de projet, qui couvre les risques politiques, sécuritaires et sociaux ainsi que les effets du projet sur les dynamiques de conflit locales et régionales. Des mécanismes de suivi indépendants, s'appuyant notamment sur les réseaux d'OSC là où les partenaires internationaux sont peu présents, devraient permettre de faire remonter les alertes directement aux instances européennes et, si nécessaire, de réorienter ou de suspendre les projets.

À la Commission européenne et aux délégations de l'UE :

- **Institutionnaliser la participation de la société civile locale et européenne tout au long du cycle des projets Global Gateway.** Une telle inclusion ne sera possible qu'à-travers la mise en place d'un mécanisme distinct, adapté aux réalités des Grands Lacs et doté d'un mandat clair : a) accès à l'information, b) contribution à la conception des projets, c) suivi de leur mise en œuvre et formulation de recommandations. Ce mécanisme pourrait prendre la forme d'un hub sous-régional, réunissant société civile, communautés, autorités locales et acteurs économiques. Au niveau des projets, des comités de pilotage locaux associant ces mêmes acteurs devraient disposer d'un véritable pouvoir de codécision. Dans les contextes d'espace civique restreint, des modalités de participation alternatives et sécurisées devraient être anticipées (consultations à distance, canaux confidentiels ou implication d'OSC en exil).

- **Améliorer la transparence et l'accès à l'information sur le Global Gateway.** En garantissant la publication accessible et en temps utile des informations relatives aux projets, à leurs objectifs, financements, partenaires, et études d'impact afin de permettre un contrôle public effectif de leur mise en œuvre. Les informations devraient être disponibles dans des formats et langues facilement accessibles aux communautés et OSC locales. L'UE devrait également s'appuyer sur les capacités de relais de la société civile pour diffuser et contextualiser ces informations au niveau local, notamment à travers des actions de sensibilisation, des ateliers communautaires, des webinaires ou un travail avec les médias locaux et les organisations confessionnelles.

Au Parlement européen et aux États membres, dans le cadre des négociations pour le prochain Multiannual Financial Framework (MFF) :

- **Garantir que le Global Gateway complète, et ne remplace pas, les instruments de coopération au développement dans la région des Grands Lacs.** Les financements sous forme de dons et les instruments concessionnels doivent rester disponibles pour les composantes de l'approche 360° qui ne relèvent pas d'une logique de rentabilité. Ils doivent également continuer à bénéficier aux territoires et populations que les investissements fondés sur des critères de rentabilité ne permettent pas d'atteindre, en particulier dans les zones de conflit. La mobilisation de financements privés dans le cadre du Global Gateway devrait ainsi rester additionnelle et complémentaire, et ne pas conduire à détourner l'aide au développement de ses objectifs premiers.

- **Garantir, dans le prochain MFF, des financements dédiés permettant aux OSC locales de participer pleinement aux processus liés au Global Gateway.** Ces financements devraient être pluriannuels, flexibles et accessibles aux petites organisations locales. Ils devraient couvrir le renforcement des capacités sur les questions techniques et financières propres au Global Gateway, ainsi que les coûts liés à la sécurité des organisations dans les contextes à risque.

Aux États membres et aux institutions financières européennes :

- **Garantir que le Global Gateway respecte et renforce les règles européennes sur la responsabilité des entreprises et des institutions financières en matière de droits humains, sociaux et environnementaux.** L'accès à ses financements et garanties devrait être conditionné à une diligence raisonnable effective, notamment conforme au règlement sur les minerais de conflit et à la directive sur le devoir de vigilance (CSDDD), mais aussi pour les acteurs et les minerais qu'ils ne couvrent pas. Une attention particulière devrait être portée aux chaînes d'approvisionnement en ressources naturelles, aux risques liés aux économies de conflit et aux impacts des investissements sur les communautés locales.

- **Mettre en place des mécanismes de gestion des griefs et des plaintes accessibles, indépendants et sécurisés.** Ces mécanismes devraient être accessibles aux communautés affectées et aux OSC locales, mais également aux OSC internationales représentant ou accompagnant les intérêts des communautés. Ils devraient permettre de signaler de manière confidentielle les impacts négatifs, les atteintes aux droits ou les problèmes liés à la mise en œuvre des projets, et garantir un suivi transparent des plaintes et des réponses apportées.

Le réseau EurAc tient à souligner qu'aucune de ces recommandations ne peut être mise en œuvre par un seul acteur. Le Global Gateway repose sur une architecture partagée entre le SEAE, la Commission, les délégations, le Parlement européen, les États membres et les institutions financières européennes. **Son efficacité dépend donc d'une action coordonnée, à toutes les étapes, du cadre politique jusqu'au suivi des projets sur le terrain.** C'est précisément cette cohérence qui fait aujourd'hui défaut, et c'est à cette condition que l'approche « 360° » pourra produire des effets réels pour les populations des Grands Lacs.



EurAc
Réseau Europe-Afrique centrale

EurAc - Réseau Europe-Afrique centrale

Rue Stevin, 115
B-1000 Bruxelles, Belgique
info@eurac-network.org

www.eurac-network.org

X : @EurAc_Net